

07 septembre 2012, par Claire Guélaud

Le nombre de pauvres a augmenté de 440.000 en France en 2010

La dernière enquête de l'Insee sur les niveaux de vie, rendue publique vendredi 7 septembre, est explosive. Que constate-t-elle en effet ? Qu'en 2010, le niveau de vie médian (19 270 euros annuels) a diminué de 0,5 % par rapport à 2009, que seuls les plus riches s'en sont sortis et que la pauvreté, en hausse, frappe désormais 8,6 millions de personnes, soit 440 000 de plus qu'un an plus tôt.

Avec la fin du plan de relance, les effets de la crise se sont fait sentir massivement. En 2009, la récession n'avait que ralenti la progression en euros constants du niveau de vie médian (+ 0,4 %, contre + 1,7 % par an en moyenne de 2004 à 2008). Il faut remonter à 2004, précise l'Insee, pour trouver un recul semblable à celui de 2010 (0,5 %).

La timide reprise économique de 2010 n'a pas eu d'effets miracle, puisque pratiquement toutes les catégories de la population, y compris les classes moyennes ou moyennes supérieures, ont vu leur niveau de vie baisser. N'a augmenté que celui des 5 % des Français les plus aisés.

Dans un pays qui a la passion de l'égalité, la plupart des indicateurs d'inégalités sont à la hausse. L'indice de Gini, qui mesure le degré d'inégalité d'une distribution (en l'espèce, celle des niveaux de vie), a augmenté de 0,290 à 0,299 (0 correspondant à l'égalité parfaite et 1 à l'inégalité la plus forte). Le rapport entre la masse des niveaux de vie détenue par les 20 % les plus riches et celle détenue par les 20 % les plus modestes est passé de 4,3 à 4,5.

Les inégalités ont continué de se creuser par le haut. Ainsi, entre 1996 et 2010, le niveau de vie moyen des 10 % les plus aisés a augmenté d'environ 2,1 % par an en moyenne, contre 1,4 % dans l'ensemble de la population. En 2010, c'est l'évolution des salaires, limitée dans le bas de la distribution des revenus, qui explique en partie l'accentuation des inégalités, les 10 % les plus aisés ayant bénéficié à la fois de salaires plus dynamiques et des rendements élevés de leurs placements.

Déjà en hausse de 0,5 point en 2009, le taux de pauvreté monétaire a augmenté en 2010 de 0,6 point pour atteindre 14,1%, soit son plus haut niveau depuis 1997. 8,6

millions de personnes vivaient en 2010 en-dessous du seuil de pauvreté monétaire (964 euros par mois). Elles n'étaient que 8,1 millions en 2009. Mais il y a pire : une personne pauvre sur deux vit avec moins de 781 euros par mois.

En 2010, le chômage a peu contribué à l'augmentation de la pauvreté (les chômeurs représentent à peine 4% de l'accroissement du nombre des personnes pauvres). C'est du côté des inactifs qu'il faut plutôt se tourner : les retraités (11 %), les adultes inactifs autres que les étudiants et les retraités (16 %) – souvent les titulaires de minima sociaux – et les enfants.

Les moins de 18 ans contribuent pour près des deux tiers (63 %) à l'augmentation du nombre de personnes pauvres. L'Insee fait observer qu'en 2009, l'accroissement du nombre d'enfants pauvres (ils vivent fréquemment dans des familles monoparentales) avait été contenue par le versement de deux primes exceptionnelles aux ménages dans le cadre du plan de relance (150 euros aux bénéficiaires de l'allocation de rentrée scolaire, et 200 euros de prime de solidarité active). L'institut rappelle aussi que les prestations familiales n'ont pas été revalorisées en 2010, après avoir bénéficié d'une revalorisation plus forte que prévu en 2009.

Claire Guélaud